

PREFECTURE DE L'OISE

SA - 6713
APTIEDR

Direction de la réglementation, des libertés publiques
de l'environnement
Bureau de l'environnement

Arrêté préfectoral de mise en demeure
à l'encontre de la SNC Routière Morin Aisne
concernant la carrière située sur le territoire
des communes d'Attichy et Bitry

LE PREFET DE L'OISE

Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code minier et notamment son article 107 ;

Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives ;

Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2004 réglementant le fonctionnement de la carrière exploitée par la SNC Routière Morin Aisne sur le territoire communal d'Attichy et Bitry ;

Vu le procès-verbal dressé le 26 mai 2006 par l'ingénieur de l'industrie et des mines à Beauvais de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie, à l'encontre de la SNC Routière Morin Aisne à Vic-sur-Aisne et de son représentant, M. Christian CARLIER agissant en qualité de directeur de filiale, pour des infractions à des prescriptions du règlement général des industries extractives dans la conduite de l'exploitation de la carrière de sable et graviers d'Attichy et de Bitry ;

VU le rapport et les propositions du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie en date du 6 juin 2006 ;

Considérant les intérêts visés par le règlement général des industries extractives, la santé et la sécurité des travailleurs dans les travaux de carrière notamment ;

CONSIDERANT que les non-conformités relevées par l'ingénieur de l'industrie et des mines sont de nature à porter atteinte à la santé et à la sécurité des travailleurs employés dans les travaux d'exploitation de la carrière d'Attichy et de Bitry ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

ARRETE

ARTICLE 1er :

La SNC Routière Morin Aisne à Vic-sur-Aisne dont le siège social se trouve 6, rue Paul Braux – 02290 VIC SUR AISNE représentée, M. Christian CARLIER agissant en qualité de directeur de filiale, est mise en demeure de procéder à ses frais et sous sa responsabilité aux opérations utiles pour se conformer aux dispositions du règlement général des industries extractives rappelées ci-dessous visant à la protection des travailleurs qu'elle emploie dans la carrière de sables et graviers alluvionnaires qu'elle exploite sur le territoire des communes d'Attichy et Bitry.

A cette fin, elle :

- a) organisera, mettra en place et maintiendra des conditions de circulation sûres, conformément à l'article 18 du titre "Règles générales", en particulier, elle interdira tout déplacement de dumpers, tombereaux, remorques ... dont la benne ne serait pas complètement baissée.
- b) mettra à disposition du personnel les moyens prévus à l'article 58 du titre "Règles générales", en particulier des cabinets d'aisance et lavabos sur le site même ou à proximité immédiate.
- c) équipera les lieux de manœuvre habituels des dispositifs destinés à prévenir les risques de chute ou de retournement des engins exigés à l'article 12 du titre "Véhicules sur piste", en particulier elle installera un butoir ou un dispositif d'efficacité équivalente en crête des talus de déversement des matériaux extraits.
- d) établira ou rétablira les pistes de l'exploitation conformément aux dispositions des articles 20 du titre "Véhicules sur piste" et des articles 22 et 23 du titre "Travail et circulation en hauteur", en particulier elle limitera la pente de ces pistes à 20% au plus, les aménagera à plus de 10 mètres des berges du plan d'eau ou, du côté du bord du talus de dispositif suffisamment dimensionné et difficilement franchissable, à plus de 5 mètres.

- e) mettra sur le site, à disposition du personnel, les moyens de secours prévus à l'article 23 du titre "Travail et circulation en hauteur", en particulier une ou plusieurs bouées de sauvetage.

ARTICLE 2 :

La SNC Routière Morin Aisne se conformera aux prescriptions précitées sous les meilleurs délais, au plus tard sous :

- un jour pour celles visées aux points a, c, et e ;
- une semaine pour celles visées aux points b et d.

Les délais fixés s'entendent à compter de la date de notification de la présente décision.

Dans l'attente, toute opération susceptible de présenter des risques aggravés pour la sécurité ou la santé des opérateurs du fait des non-conformités est différée.

ARTICLE 3 :

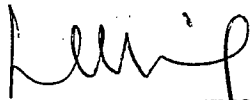
En matière de voies et délais de recours, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier par le destinataire de l'arrêté, dans les deux mois qui suivent sa notification.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, les maires des communes d'Attichy et Bitry, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 8 juin 2006

pour le préfet
et par délégation
le secrétaire général


Jean-Régis BORJUS